

N° : 61380

Du : 9 - JAN. 2023

Objet : Dérogation au principe du repos dominical pour l'ensemble des concessionnaires automobiles et commerces de voitures, de véhicules automobiles légers et de motocycles, les dimanches 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre et 15 octobre 2023.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BOURG-EN-BRESSE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-27, L 2212-1 et L 2212-2.

VU le Code du Travail, Livre II, article L 221.19.

VU les demandes formulées par certains concessionnaires automobiles de Bourg-en-Bresse tendant à obtenir des dérogations à la réglementation du repos hebdomadaire en 2023.

VU la réunion organisée à cet effet avec l'ensemble des concessionnaires automobiles ; vu les propositions des concessionnaires automobiles ;

VU les avis émis par les organisations syndicales représentant les salariés ;

Vu la délibération n° 2022.12.01 du conseil municipal lors de sa séance du lundi 19 décembre 2022 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser les concessionnaires automobiles à être ouverts les dimanches par dérogation à la réglementation applicable en la matière.

CONSIDERANT qu'il y a lieu également de préserver l'intérêt des salariés.

ARRETE

ARTICLE 1 – Par dérogation à la réglementation applicable en matière de fermeture hebdomadaire obligatoire des établissements de commerce, l'ensemble des concessionnaires automobiles et commerces de voitures, de véhicules automobiles légers et de motocycles, sur la commune de Bourg-en-Bresse sont autorisés à rester ouverts les dimanches 15 janvier, 12 mars, 11 juin, 17 septembre et 15 octobre 2023.

ARTICLE 2: Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps, qui devra être donné dans chaque établissement, soit collectivement, soit par roulement, dans une période qui ne pourra excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

ARTICLE 3 – Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ARTICLE 4 – M. le Commissaire Divisionnaire de Police, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Ain, M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'Ain sont priés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la loi.

BOURG-EN-BRESSE, le 9 - JAN. 2023

Le Maire,



Jean-François DEBAT
Président de Grand Bourg Agglomération
Conseiller régional Auvergne-Rhône-Alpes

Notifié ou publié conformément à la réglementation le
Pour le Maire
et par délégation,